

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 1. Principales conventions comptables

Les états financiers consolidés ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada et ils incluent les principales conventions comptables suivantes :

### a) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, de ses filiales, de ses coentreprises et de ses entités à détenteurs de droits variables pour lesquelles la Société est la principale bénéficiaire. Les acquisitions d'entreprises sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition et leurs résultats d'exploitation sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition. Les participations dans les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle et les participations dans les sociétés satellites, sur lesquelles la Société peut exercer une influence notable, sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation. Les autres placements sont inscrits au coût.

### b) Utilisation d'estimations

Les états financiers consolidés incluent des montants fondés sur des estimations et sur le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative de ces montants. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les éléments qui requièrent davantage l'utilisation d'estimations de la part de la direction sont : la dépréciation d'actifs et frais de restructuration, la comptabilisation des impôts sur les bénéfices, les périodes d'amortissement pour les immobilisations corporelles, l'évaluation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels, la charge de rémunération à base d'actions et la comptabilisation des avantages sociaux futurs.

### c) Constatation des revenus

Dans les secteurs des produits et services d'impression et des produits et services marketing, les revenus sont constatés au moment où les produits sont expédiés ou livrés, selon le contrat avec le client, ou lorsque les services sont rendus et que les encaissements sont raisonnablement assurés. La plupart des ventes sont livrées promptement aux clients; ainsi, la Société n'a pas de montants importants de produits finis en stock.

Les escomptes de volume sont comptabilisés en réduction des revenus dans les états consolidés des résultats.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 1. Principales conventions comptables (suite)

Dans le secteur des médias, les revenus sont constatés comme suit :

### **Revenus de publicité :**

Les revenus de publicité sont comptabilisés à la date de facturation, qui correspond à la date de parution dans le cas d'une publication quotidienne ou hebdomadaire et à la date de sortie dans le cas d'une publication mensuelle.

### **Revenus d'abonnement :**

Les revenus d'abonnement sont comptabilisés sur la base d'exercice et non sur la base des encaissements des abonnements. Ces revenus sont ainsi comptabilisés dans les abonnements perçus d'avance et sont par la suite virés aux résultats en fonction de la durée des abonnements.

### **Revenus de distribution :**

Les revenus de distribution de porte en porte sont comptabilisés au moment de la facturation, qui correspond à la date de livraison du matériel publicitaire.

### **Revenus de kiosque :**

Les revenus de kiosque sont comptabilisés au moment de la livraison, déduction faite d'une provision pour retours et frais de livraison.

### **Revenus d'ouvrages pédagogiques :**

Les revenus d'ouvrages pédagogiques sont comptabilisés au moment où les ouvrages sont expédiés aux clients, puisque le transfert de propriété a lieu à l'expédition.

### **d) Impôts sur les bénéfices**

La Société comptabilise les impôts sur les bénéfices selon la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs, et ils sont mesurés aux taux d'impôt qui devraient s'appliquer à la date de résorption des écarts temporaires selon les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date des états financiers. Les actifs d'impôts futurs sont comptabilisés seulement si la direction croit qu'il est plus probable qu'improbable que les actifs d'impôts futurs seront réalisés.

### **e) Crédits d'impôt**

La Société bénéficie de crédits d'impôt relatifs aux frais d'exploitation et aux dépenses en immobilisations corporelles selon les juridictions où ils sont encourus. Ces crédits sont comptabilisés en réduction des frais d'exploitation ou des immobilisations corporelles, selon le cas.

### **f) Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse, le découvert bancaire et les placements temporaires ayant une échéance initiale de moins de trois mois. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont présentés à la juste valeur.

### **g) Cession de créances**

Le programme de titrisation des débiteurs de la Société respecte les critères de vente d'actifs et, par conséquent, est comptabilisé hors bilan.

### **h) Stocks**

Les matières premières sont évaluées au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Les produits en cours et les produits finis sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 1. Principales conventions comptables (suite)

### i) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire, sur les durées de vie utile estimatives suivantes :

Bâtiments	20 - 40 ans
Matériel de production	3 - 15 ans
Matériel de production en vertu de contrats de location-acquisition	3 - 15 ans
Autres équipements	2 - 5 ans
Améliorations locatives	Durée du bail

Les coûts, tels que les intérêts, directement encourus pour l'acquisition ou la construction d'une immobilisation corporelle, sont capitalisés et amortis sur la durée de vie utile de l'actif correspondant. Les constructions en cours ne sont pas amorties tant que l'actif n'est pas mis en service.

Les immobilisations destinées à la vente sont comptabilisées au moindre de la valeur comptable nette ou de la juste valeur.

### j) Écarts d'acquisition

Un écart d'acquisition représente l'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur des actifs nets des entreprises acquises. Un écart d'acquisition a une durée de vie utile indéfinie et n'est pas amorti mais soumis à un test de dépréciation annuel ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent une dépréciation potentielle.

### k) Actifs incorporels

Les actifs incorporels amortissables comprennent des titres d'ouvrages pédagogiques, des contrats d'impression, des relations d'affaires avec certains clients et des ententes de non-concurrence. Ces actifs sont amortis en fonction de l'historique des ventes qui varient de 6 à 9 ans pour les titres d'ouvrages pédagogiques et sur la durée des contrats d'impression, des relations d'affaires avec certains clients et des ententes de non-concurrence qui varie de 3 à 15 ans.

Les actifs incorporels non amortissables comprennent des noms commerciaux, principalement de magazines et de journaux, acquis et des tirages qui leur sont associés. Ces actifs incorporels ont une durée de vie utile indéfinie et ne sont pas amortis mais soumis à un test de dépréciation annuel ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent une dépréciation potentielle.

### l) Frais reportés

Les frais reportés incluent les coûts pour des incitatifs liés à des ententes, des frais de démarrage et des coûts liés à des projets à long terme en technologie qui sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 2 à 10 ans et des coûts de prépublication d'ouvrages pédagogiques qui sont amortis sur une période maximale de 5 ans en fonction de l'historique des ventes.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 1. Principales conventions comptables (suite)

### m) Obligations liées à la mise hors service

Les obligations légales rattachées à la remise en état de certains bâtiments sont comptabilisées dans la période où elles sont encourues. L'obligation est initialement évaluée à sa juste valeur en utilisant l'approche de la valeur actualisée prévue et est subséquemment ajustée pour refléter tout changement découlant du passage du temps et tout changement relatif au moment ou au montant de l'estimation initiale. Lors de la constatation initiale d'un passif au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, un coût de mise hors service de l'immobilisation est capitalisé et augmente la valeur comptable de l'immobilisation en cause du même montant que le passif et est amorti aux résultats sur sa durée de vie utile.

### n) Avantages sociaux futurs

L'obligation au titre des prestations constituées est déterminée par des actuaires indépendants selon la méthode de répartition des prestations projetées au prorata des services et est basée sur les hypothèses économiques et démographiques les plus probables selon la direction. La Société amortit les gains et les pertes actuariels nets cumulatifs non constatés et supérieurs à 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées ou de la juste valeur des actifs des régimes, selon le plus élevé des deux montants, ainsi que le coût des services passés sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (« DMERCA ») du groupe de salariés participant aux régimes d'avantages sociaux futurs qui varie de 13 à 18 ans. L'obligation transitoire résultant de l'application initiale du chapitre 3461 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») en novembre 2000 est aussi amortie sur la DMERCA du groupe d'employés participant aux régimes. Aux fins du calcul du taux de rendement prévu des actifs des régimes, ceux-ci sont évalués à leur juste valeur.

### o) Régime d'unités d'actions

Les unités d'actions différées (« UAD ») et les unités d'actions restreintes (« UAR ») sont comptabilisées comme une charge de rémunération linéairement sur une période d'acquisition de trois ans. Les UAD et les UAR sont réévaluées à la juste valeur marchande à la date de clôture de chaque période, jusqu'au règlement pour une UAD ou jusqu'à la date d'acquisition pour une UAR, qui correspond à la date de règlement, en utilisant le cours de l'action à droit de vote subalterne catégorie A de la Société. Les variations de la juste valeur marchande sont comptabilisées comme une charge de rémunération et la contrepartie dans les « Autres éléments de passif » dans le bilan consolidé. Les UAD et les UAR acquises seront versées, au gré de la Société, en espèces ou en actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société achetées sur le marché libre.

### p) Conversion de devises étrangères

Les filiales étrangères opérantes, à l'exception des bureaux de vente, sont considérées comme des établissements étrangers autonomes et la méthode du taux courant est utilisée pour la conversion de leurs états financiers en dollars canadiens. Les écarts résultant de cette conversion sont inscrits sous la rubrique « Cumul des autres éléments du résultat étendu » du bilan consolidé et ne sont inclus aux résultats qu'au moment de la réalisation d'une réduction de l'investissement dans ces établissements étrangers. Les établissements intégrés, incluant les bureaux de vente à l'étranger, sont convertis selon la méthode temporelle et les gains et les pertes de change sont enregistrés aux résultats.

### q) Instruments financiers

La Société identifie, évalue et gère ses risques financiers liés aux variations de la charge de rémunération à base d'actions, des taux d'intérêt, des taux de change et des prix des marchandises afin d'en minimiser l'effet sur ses résultats et sur sa situation financière. La Société gère ses risques financiers selon des paramètres définis et approuvés par le conseil d'administration et n'effectue aucune transaction à des fins purement spéculatives. Si la Société n'utilisait pas d'instruments financiers dérivés, son exposition à la volatilité des marchés serait plus importante.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 1. Principales conventions comptables (suite)

### Opérations de couvertures :

La Société documente en bonne et due forme son objectif et sa stratégie de gestion des risques sur lesquels reposent ses activités de couverture ainsi que toutes les relations entre les instruments de couverture et les éléments couverts. Ce processus consiste à rattacher tous les instruments financiers dérivés à des actifs et des passifs spécifiques, à des engagements fermes ou des opérations prévues spécifiques.

Dans le cadre de la gestion de son risque de change, la Société utilise divers instruments financiers dérivés afin d'établir une couverture pour des opérations prévues spécifiques et une portion de ses débiteurs libellés en devises étrangères. Par conséquent, un ajustement est fait aux éléments couverts pour refléter le taux de couverture.

Lors de la mise en place de la relation de couverture, et pendant toute sa durée, la Société doit avoir l'assurance raisonnable que cette relation sera efficace et en accord avec son objectif et sa stratégie de gestion des risques documentés initialement. Lorsque les instruments de couverture prennent fin ou cessent d'être efficaces avant l'échéance et qu'ils ne sont pas remplacés dans le cadre de la stratégie de couverture documentée de la Société, les gains, pertes, produits ou charges rattachés à l'instrument de couverture qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les autres éléments du résultat étendu par suite de l'application de la comptabilité de couverture sont reportés afin d'être comptabilisés au résultat net de la ou des périodes au cours desquelles l'actif acquis ou le passif assumé affecte le résultat net. Si l'élément couvert cesse d'exister pour cause d'échéance, d'expiration, d'annulation ou d'exercice avant que l'instrument de couverture prenne fin, les gains, pertes, produits ou charges rattachés à l'instrument de couverture qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les autres éléments du résultat étendu par suite de l'application de la comptabilité de couverture sont comptabilisés dans le résultat net de la période visée par les états financiers, tout comme les gains, pertes, produits ou charges correspondants comptabilisés à l'égard de l'élément couvert.

## 2. Redressement

Dans le contexte de la préparation de ses états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007, la direction de la Société a identifié deux erreurs comptables dans les états financiers des exercices antérieurs liées à l'amortissement des immobilisations corporelles et aux impôts sur les bénéfices.

### Amortissement des immobilisations corporelles

L'amortissement des immobilisations corporelles des filiales mexicaines de la Société a été calculé en utilisant une base de référence de coût erronée. Conséquemment, la charge d'amortissement et la charge d'impôts sur les bénéfices pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006 ont été augmentées de 2,9 millions de dollars et diminués de 0,8 million, respectivement. Au 31 octobre 2006, les immobilisations corporelles et les passifs d'impôts futurs ont été diminués de 12,3 millions de dollars et 3,4 millions, respectivement. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006, les bénéfices non répartis d'ouverture et le solde négatif du cumul des autres éléments du résultat étendu ont été diminués de 8,0 millions de dollars et 1,2 million, respectivement.

### Impôts sur les bénéfices

Au 31 octobre 2006, les impôts sur les bénéfices à payer et les passifs d'impôts futurs étaient globalement sous-évalués de 9,8 millions de dollars, principalement en raison d'erreurs dans le calcul de provisions comptables pour impôts sur les bénéfices sur des transactions intercompagnies et des actifs d'impôts futurs sur des pertes opérationnelles comptabilisées en double, pour des exercices antérieurs à 2006. Au 31 octobre 2006, les passifs d'impôts futurs et les impôts sur les bénéfices à payer ont été augmentés de 10,7 millions de dollars et diminués de 0,9 million, respectivement. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006, les bénéfices non répartis d'ouverture ont été diminués de 9,8 millions de dollars.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 2. Redressement (suite)

### Bénéfice net et résultat par action

Le bénéfice net de l'exercice terminé le 31 octobre 2006 a été diminué de 2,1 millions de dollars. Le résultat de base par action et le résultat dilué par action de l'exercice terminé le 31 octobre 2006 ont été diminués de 0,02 \$ et 0,03 \$, respectivement.

## 3. Changements de conventions comptables

### a) Instruments financiers - Comptabilisation et évaluation

Le 1<sup>er</sup> novembre 2006, la Société a adopté le chapitre 3855 du Manuel de l'ICCA, Instruments financiers - Comptabilisation et évaluation. Ce chapitre indique les normes de comptabilisation et d'évaluation d'un instrument financier dans le bilan ainsi que les normes de présentation des gains et des pertes dans les états financiers consolidés. Les actifs financiers disponibles à la vente, les actifs et les passifs détenus à des fins de transactions et les instruments financiers dérivés, qu'ils soient désignés comme couverture ou non, doivent désormais être évalués à la juste valeur.

La Société a effectué les classements suivants :

- L'encaisse et les placements temporaires sont classés comme des actifs détenus à des fins de transactions et sont évalués à la juste valeur. Les gains et les pertes résultant de la réévaluation périodique sont enregistrés au bénéfice net.
- Les placements autres que les placements temporaires seront classés soit comme des actifs détenus jusqu'à échéance, donc évalués au coût après amortissement, ou classés comme actifs disponibles à la vente, donc évalués à la juste valeur, et les variations seront enregistrées au résultat étendu lors de chaque fin de période.
- Les débiteurs sont classés comme des prêts et créances et sont évalués initialement à la juste valeur et subséquemment au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.
- Le découvert bancaire, les créditeurs et charges à payer, les autres éléments du passif et les dettes à long terme sont classés comme autres passifs et sont évalués initialement à la juste valeur et subséquemment au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

L'application de ce chapitre est faite rétroactivement sans retraitement des états financiers consolidés des périodes antérieures. Au 1<sup>er</sup> novembre 2006, l'évaluation des actifs et des passifs financiers selon la méthode du taux d'intérêt effectif et la reclassification des coûts directement attribuables à l'émission de dettes à long terme en diminution de la dette à long terme, ont eu pour effet au bilan consolidé de la Société d'augmenter les actifs d'impôts futurs de 0,1 million de dollars et de diminuer les immobilisations corporelles, les autres éléments d'actif, la dette à long terme et les bénéfices non répartis d'ouverture de 1,2 million, 1,8 million, 2,7 millions et 0,2 million, respectivement.

Au 1<sup>er</sup> novembre 2006, l'évaluation des dérivés désignés comme couverture à la juste valeur a eu pour effet d'augmenter les autres éléments d'actif, les passifs d'impôts futurs et les autres éléments de passif de 6,5 millions de dollars, 1,8 million et 0,9 million, respectivement, et de diminuer le solde négatif du cumul des autres éléments du résultat étendu de 3,8 millions. Les exercices antérieurs n'ont pas été retraités.

La Société a choisi le 1<sup>er</sup> novembre 2002 comme date de transition pour les instruments financiers incorporés. Un instrument financier incorporé est une composante d'un instrument financier ou d'un autre contrat pour laquelle les caractéristiques sont similaires à un instrument financier dérivé. Ceci n'a pas eu d'effet sur les états financiers consolidés.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 3. Changements de conventions comptables (suite)

### b) Instruments financiers – Information à fournir et présentation

Le 1<sup>er</sup> novembre 2006, la Société a adopté le chapitre 3861 du Manuel de l'ICCA, Instruments financiers – Information à fournir et présentation. Ce chapitre établit les normes de présentation pour les instruments financiers et les dérivés non financiers et définit l'information à fournir à leur sujet.

### c) Résultat étendu

Le 1<sup>er</sup> novembre 2006, la Société a adopté le chapitre 1530 du Manuel de l'ICCA, Résultat étendu. Ce chapitre indique les normes de présentation et de divulgation du résultat étendu et de ses composantes. Le résultat étendu correspond à la variation des capitaux propres qui découle d'opérations et d'événements sans rapport avec les actionnaires d'une société. Ces opérations et événements incluent la variation de l'écart de conversion relativement aux établissements étrangers autonomes ainsi que les gains et les pertes latents relativement aux variations de juste valeur de certains instruments financiers.

L'application de ce chapitre a pour effet que la Société présente maintenant un état consolidé du résultat étendu aux états financiers consolidés. Un retraitement des états financiers consolidés comparatifs a eu lieu pour refléter l'application de ce chapitre seulement en ce qui a trait à la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes.

### d) Capitaux propres

Le 1<sup>er</sup> novembre 2006, la Société a adopté le chapitre 3251 du Manuel de l'ICCA, Capitaux propres, qui remplace le chapitre 3250, Surplus. Ce chapitre décrit les normes pour la présentation des capitaux propres et des variations des capitaux propres au cours de la période considérée, par suite de l'adoption du chapitre 1530, Résultat étendu.

### e) Couvertures

Le 1<sup>er</sup> novembre 2006, la Société a adopté le chapitre 3865 du Manuel de l'ICCA, Couvertures. Les recommandations de ce chapitre apportent des précisions aux dispositions de la note d'orientation 13 (« NOC-13 »), Relations de couvertures. Ce chapitre indique le moment et la façon d'utiliser la comptabilité de couverture ainsi que l'information à divulguer. La comptabilité de couverture permet de comptabiliser les gains, pertes, produits et charges rattachés à un instrument financier dérivé dans la même période que ceux rattachés à l'élément couvert.

### f) Opérations non monétaires

En 2005, l'ICCA a publié le chapitre 3831 du Manuel de l'ICCA, Opérations non monétaires, remplaçant le chapitre 3830 du même nom. Selon ces nouvelles recommandations, la Société doit évaluer un actif échangé ou transféré dans le cadre d'une opération non monétaire engagée dans les périodes ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006 sur la base soit de la juste valeur de l'actif cédé, soit de la juste valeur de l'actif reçu, en retenant la valeur dont l'évaluation est la plus fiable, sauf dans les cas suivants : l'opération ne présente aucune substance commerciale; l'opération représente l'échange d'un bien détenu en vue de la vente dans le cours normal des affaires contre un bien qui sera vendu dans la même branche d'activité, afin de faciliter les ventes à des clients autres que les parties prenant part à l'échange; ni la juste valeur de l'actif reçu ni la juste valeur de l'actif cédé ne peuvent être évaluées de façon fiable; ou l'opération est un transfert non monétaire et non réciproque au profit des propriétaires. Un actif échangé ou transféré lors d'une opération non monétaire qui n'est pas mesuré à sa juste valeur est mesuré à la valeur comptable de l'actif cédé ajusté de la juste valeur de la contrepartie reçue ou cédée.

La Société a adopté ces nouvelles recommandations de façon prospective. L'implantation de ces nouvelles recommandations n'a pas eu d'effet significatif sur les états financiers consolidés de la Société.

077

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 4. Dépréciation d'actifs et frais de restructuration

Le tableau suivant présente un sommaire de la dépréciation d'actifs et des frais de restructuration :

	Total		2007			2006		
	Montant imputé aux résultats	Prévu	Passif au 31 octobre 2006	Montant imputé aux résultats	Montant payé	Passif au 31 octobre 2007	Montant imputé aux résultats	Montant payé
<b>Activités d'impression de produits commerciaux (a)</b>								
<b>Produits et services d'impression</b>								
Réduction d'effectifs	1,8 \$	1,8 \$	— \$	1,8 \$	0,7 \$	1,1 \$	— \$	— \$
Transfert d'équipements d'impression et autres coûts	1,4	1,7	—	1,4	1,4	—	—	—
<b>Produits et services marketing</b>								
Réduction d'effectifs	1,6	1,6	—	1,6	1,3	0,3	—	—
Transfert d'équipements d'impression et autres coûts	0,6	0,8	—	0,6	0,6	—	—	—
	5,4	5,9	—	5,4	4,0	1,4	—	—
<b>Produits et services d'impression</b>								
Dépréciation d'actifs	0,3	0,3	n/a	0,3	n/a	n/a	—	n/a
<b>Produits et services marketing</b>								
Dépréciation d'actifs	3,3	3,3	n/a	3,3	n/a	n/a	—	n/a
	9,0 \$	9,5 \$	— \$	9,0 \$	4,0 \$	1,4 \$	— \$	— \$
<b>Activités de publication de magazines (b)</b>								
Dépréciation d'actifs	6,8 \$	6,8 \$	n/a	— \$	n/a	n/a	6,8 \$	n/a
<b>Activités d'impression à Toronto (c)</b>								
Réduction d'effectifs	3,0 \$	3,0 \$	1,4 \$	0,2 \$	1,0 \$	0,6 \$	2,8 \$	1,4 \$
Transfert d'équipements d'impression et autres coûts	1,0	1,0	—	0,4	0,4	—	0,6	0,6
	4,0	4,0	1,4	0,6	1,4	0,6	3,4	2,0
Dépréciation d'actifs	0,2	0,2	n/a	—	n/a	n/a	0,2	n/a
	4,2 \$	4,2 \$	1,4 \$	0,6 \$	1,4 \$	0,6 \$	3,6 \$	2,0 \$
<b>Activités d'impression de livres (d)</b>								
Réduction d'effectifs	1,3 \$	1,3 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	0,8 \$
Transfert d'équipements d'impression et autres coûts	3,9	3,9	—	0,1	0,1	—	2,7	2,7
	5,2	5,2	—	0,1	0,1	—	2,7	3,5
Dépréciation d'actifs	1,6	1,6	n/a	—	n/a	n/a	—	n/a
	6,8 \$	6,8 \$	— \$	0,1 \$	0,1 \$	— \$	2,7 \$	3,5 \$

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 4. Dépréciation d'actifs et frais de restructuration (suite)

	Total		2007			2006		
	Montant imputé aux résultats	Prévu	Passif au 31 octobre 2006	Montant imputé aux résultats	Montant payé	Passif au 31 octobre 2007	Montant imputé aux résultats	Montant payé
<b>Stratégie manufacturière (e)</b>								
<b>Produits et services d'impression</b>								
Réduction d'effectifs	0,3 \$	0,3 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$
<b>Produits et services marketing</b>								
Réduction d'effectifs	0,4	0,4	—	—	—	—	—	0,4
	0,7	0,7	—	—	—	—	—	0,4
<b>Produits et services d'impression</b>								
Dépréciation d'actifs	4,9	4,9	n/a	—	n/a	n/a	—	n/a
<b>Produits et services marketing</b>								
Dépréciation d'actifs	1,9	1,9	n/a	—	n/a	n/a	—	n/a
	7,5 \$	7,5 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	0,4 \$
<b>Activités d'impression à Winnipeg (f)</b>								
Réduction d'effectifs	2,2 \$	2,2 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	0,1 \$
Transfert d'équipements d'impression et autres coûts	1,0	1,0	—	—	—	—	—	0,2
	3,2	3,2	—	—	—	—	—	0,3
Dépréciation d'actifs	(0,5)	(0,5)	—	—	n/a	n/a	(0,5)	n/a
	2,7 \$	2,7 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	(0,5) \$	0,3 \$
<b>Total</b>			1,4 \$	9,7 \$	5,5 \$	2,0 \$	12,6 \$	6,2 \$

a) Au cours du premier trimestre de l'exercice 2007, la Société a entrepris un plan visant la restructuration de ses activités d'impression de produits commerciaux dans les secteurs des produits et services d'impression et des produits et services marketing, ayant pour effet d'engendrer des frais de restructuration au cours des 12 mois suivant l'annonce.

b) Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2006, la Société a effectué un test de dépréciation sur les actifs incorporels non amortissables en estimant les bénéfices d'exploitation et les flux de trésorerie futurs attendus des actifs sous-jacents. En raison des conditions de marché très concurrentielles dans le Groupe des magazines du secteur des médias, les bénéfices d'exploitation prévus et les flux de trésorerie de certains titres ont été inférieurs aux prévisions établies en 2005. Par conséquent, les résultats prévus pour les fins du test de dépréciation annuel ont été révisés et ont été insuffisants pour justifier la valeur comptable de ces noms commerciaux. Dans le secteur des médias, une dépréciation d'actifs de 6,8 millions de dollars, représentant la totalité de la valeur comptable de ces noms commerciaux, a donc été imputée aux résultats de l'exercice 2006.

c) Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2006, la Société a adopté un plan visant la consolidation de ses usines d'impression de produits commerciaux et de marketing direct dans la région de Toronto dans le secteur des produits et services marketing. Il est prévu que la consolidation soit complétée en 2008.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 4. Dépréciation d'actifs et frais de restructuration (suite)

d) Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2005, la Société a annoncé la consolidation de certaines activités d'impression de livres dans le secteur des produits et services d'impression. La consolidation a été complétée au cours du premier trimestre de l'exercice 2007.

e) Au cours du premier trimestre de l'exercice 2005, la Société a annoncé des projets d'investissements majeurs visant l'achat d'équipements dans les secteurs des produits et services d'impression et des produits et services marketing. Les projets ont été complétés au cours du troisième trimestre de l'exercice 2006.

f) Au cours du quatrième trimestre l'exercice 2004, la Société a annoncé la consolidation de ses activités d'impression de circulaires à Winnipeg dans le secteur des produits et services marketing. La consolidation a été complétée au cours du premier trimestre de l'exercice 2006.

## 5. Frais financiers

	2007	2006
Frais financiers de la dette à long terme	29,9 \$	29,2 \$
Autres (revenus) frais	(0,1)	1,1
Perte de change	2,4	0,4
	<b>32,2 \$</b>	<b>30,7 \$</b>

## 6. Impôts sur les bénéfices

	2007	2006 (redressé note 2)
Taux d'imposition statutaire	32,4%	33,9%
Effet des écarts des taux d'imposition étrangers	(2,6)	(3,6)
Autres	0,9	(1,4)
Taux d'imposition effectif avant les éléments suivants :	30,7	28,9
Effet des changements des taux d'imposition statutaires (a)	—	(3,5)
Impôts avec effet rétroactif (b)	—	4,9
Réduction de la dépense d'impôt sur les bénéfices résultant de la comptabilisation de pertes fiscales (c)	—	(8,7)
Taux d'imposition effectif	<b>30,7%</b>	<b>21,6%</b>

a) Le 6 juin 2006, le projet de loi C-13, une loi portant à exécution certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 2 mai 2006, a été soumise à une troisième lecture à la Chambre des communes et est devenu loi lorsqu'il a reçu la sanction royale le 22 juin 2006. Une réduction du passif d'impôts futurs de 6,0 millions de dollars a été enregistrée aux résultats de l'exercice 2006 afin de refléter les changements dans les taux d'imposition statutaires.

b) Le 9 juin 2006, le gouvernement du Québec a adopté la loi 15 à l'Assemblée nationale du Québec visant la modification de la Loi sur les impôts et d'autres dispositions d'ordre législatif. Une charge inhabituelle pour impôts avec effet rétroactif et charges afférentes de 8,4 millions de dollars a été enregistrée aux résultats de l'exercice 2006.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 6. Impôts sur les bénéfices (suite)

c) Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2006, les actifs d'impôts futurs découlant des pertes fiscales des filiales américaines ont été constatés en totalité puisque la direction croit maintenant qu'il est plus probable qu'improbable qu'ils seront réalisés. Un montant de 15,1 millions de dollars a été comptabilisé à titre d'augmentation des actifs d'impôts futurs.

La provision d'impôts sur les bénéfices pour les exercices terminés les 31 octobre s'établit comme suit :

	2007	2006 (redressé note 2)
Exigibles	55,0 \$	53,2 \$
Futurs		
Réduction de la charge d'impôts résultant de la comptabilisation de pertes fiscales	—	(15,1)
Réduction au titre des impôts futurs rattachée à l'apparition et à la résorption d'écarts temporaires	(1,4)	(0,5)
	53,6 \$	37,6 \$

Les incidences fiscales des écarts temporaires qui ont donné lieu à des actifs et des passifs d'impôts futurs se présentent comme suit aux 31 octobre :

	2007	2006 (redressé note 2)
Report de pertes	69,1 \$	65,2 \$
Immobilisations corporelles, déduction faite des crédits d'impôt	(43,4)	(29,5)
Autres éléments d'actif (de passif)		
Provisions non déductibles	11,1	8,5
Avantages sociaux futurs	8,4	6,2
Frais reportés	(5,8)	(5,6)
Actifs incorporels et écarts d'acquisition	(70,2)	(56,7)
Autres	(1,2)	(0,1)
Total des impôts futurs	(32,0) \$	(12,0) \$
Les impôts futurs comprennent les éléments suivants :		
Actifs d'impôts futurs – à court terme	11,8 \$	6,3 \$
Actifs d'impôts futurs – à long terme	64,6	59,1
Passifs d'impôts futurs – à long terme	(108,4)	(77,4)
Total des impôts futurs	(32,0) \$	(12,0) \$

La Société dispose de pertes fiscales non comptabilisées de 5,7 millions de dollars qui pourront être portées en réduction des revenus imposables jusqu'en 2027. De plus, la Société dispose de pertes en capital non comptabilisées de 19,0 millions de dollars qui peuvent être reportées indéfiniment.

# 081

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 7. Débiteurs

Le 27 février 2004, la Société a modifié son entente de titrisation de ses débiteurs, mise en place le 17 août 2001, pour une période de cinq ans, pour porter la contrepartie maximale nette de 250 millions de dollars à 300 millions, incluant un maximum de 100 millions de dollars américains. Le 27 juillet 2005, la Société a obtenu une prolongation de trois ans de son programme de titrisation, assorti de conditions semblables à celles de l'entente précédente, qui viendra donc à échéance en août 2009. En vertu de cette entente, la Société s'est engagée à vendre sur une base continue, certains de ses débiteurs à une fiducie qui a vendu les droits de bénéficiaire à des investisseurs non liés à la Société. La Société a conservé la gestion des créances résultant en une participation subordonnée de 0,5 % en regard des créances cédées. De plus, la Société possède des droits conservés dans la fiducie comprenant une réserve d'encaisse et des droits sur les flux monétaires excédentaires générés par la fiducie. Les investisseurs et la fiducie n'ont aucun recours sur les autres actifs de la Société advenant le défaut de paiement des débiteurs, autre que sur les droits conservés que la Société détient dans la fiducie ainsi qu'un montant, ne pouvant dépasser 3,5 % de la contrepartie nette, lié aux soldes de certains clients importants en excédent de la limite de concentration normale prévue au programme.

Au 31 octobre 2007, le montant de débiteurs vendus au titre du programme de titrisation des débiteurs s'élevait à 273 millions de dollars (282 millions au 31 octobre 2006), dont 37 millions étaient des droits conservés par la Société (39 millions au 31 octobre 2006), donnant lieu à une contrepartie nette de 236 millions, soit 209 millions de dollars canadiens et 29 millions de dollars américains (243 millions au 31 octobre 2006, soit 206 millions de dollars canadiens et 33 millions de dollars américains), laquelle représente la contrepartie nette maximale que la Société aurait pu obtenir en vertu des conditions du programme à cette date. Les droits conservés sont comptabilisés dans les débiteurs de la Société au moindre du coût et de la juste valeur marchande. Selon le programme, la Société a constaté un escompte total de 11,1 millions de dollars pour l'exercice 2007 (8,3 millions en 2006) à la suite de la vente de débiteurs.

Les hypothèses clés utilisées pour évaluer la juste valeur des droits résiduels au moment de la vente résultant d'opérations de titrisation survenues au cours des exercices terminés les 31 octobre sont les suivantes :

	2007	2006
Taux de perte et de dilution prévus sur créances	0,2%	0,2%
Moyenne pondérée de la période de recouvrement prévue des créances une fois cédées (jours)	5	6

Au 31 octobre 2007, l'effet d'une variation de 10 % dans les taux de perte et de dilution prévus sur créances serait non significatif sur la juste valeur marchande des droits conservés. Ces sensibilités sont hypothétiques et doivent être utilisées avec prudence. L'effet d'une variation d'une hypothèse particulière sur la variation des droits conservés a été calculé sans changement dans les autres hypothèses; en réalité, les variations touchant un facteur peuvent contribuer aux variations touchant un autre facteur, ce qui peut amplifier ou amortir les sensibilités.

En 2007 et 2006, la Société n'a pas été obligée de compenser de débiteurs impayés, réputés perçus, en défaut ou dilués.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 8. Stocks

	2007	2006
Matières premières	48,2 \$	50,6 \$
Produits en cours et produits finis	42,8	42,2
	<b>91,0 \$</b>	<b>92,8 \$</b>

## 9. Immobilisations corporelles

2007	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrains	25,5 \$	— \$	25,5 \$
Bâtiments	199,3	71,3	128,0
Matériel de production	1 145,6	740,2	405,4
Matériel de production en vertu de contrats de location-acquisition	40,0	7,6	32,4
Autres équipements et améliorations locatives	223,2	150,7	72,5
Constructions en cours et dépôts sur équipements	75,9	—	75,9
	<b>1 709,5 \$</b>	<b>969,8 \$</b>	<b>739,7 \$</b>
2006 (redressé note 2)			
Terrains	26,5 \$	— \$	26,5 \$
Bâtiments	199,1	66,6	132,5
Matériel de production	1 127,1	704,3	422,8
Matériel de production en vertu de contrats de location-acquisition	10,6	6,1	4,5
Autres équipements et améliorations locatives	223,2	148,9	74,3
Constructions en cours et dépôts sur équipement	40,7	—	40,7
	<b>1 627,2 \$</b>	<b>925,9 \$</b>	<b>701,3 \$</b>

Les intérêts capitalisés se sont élevés à 1,9 million de dollars en 2007 (0,9 million en 2006).

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 10. Écarts d'acquisition

La variation de la valeur comptable des écarts d'acquisition se présente comme suit :

	Produits et services d'impression	Produits et services marketing	Médias	Autres activités et montants non alloués	Données consolidées
<b>2007</b>					
Solde au début de l'exercice	110,5 \$	273,2 \$	496,9 \$	0,9 \$	881,5 \$
Acquisitions (note 21)	—	75,0	9,4	—	84,4
Variations du cours de change	—	(28,2)	—	—	(28,2)
Autres	(0,2)	(0,2)	(2,0)	(0,7)	(3,1)
Solde à la fin de l'exercice	110,3 \$	319,8 \$	504,3 \$	0,2 \$	934,6 \$
<b>2006</b>					
Solde au début de l'exercice	110,5 \$	283,3 \$	420,0 \$	0,9 \$	814,7 \$
Acquisitions (note 21)	—	—	77,1	—	77,1
Variations du cours de change	—	(9,6)	—	—	(9,6)
Autres	—	(0,5)	(0,2)	—	(0,7)
Solde à la fin de l'exercice	110,5 \$	273,2 \$	496,9 \$	0,9 \$	881,5 \$

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 11. Actifs incorporels

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
<b>2007</b>			
<b>Actifs incorporels amortissables</b>			
Titres d'ouvrages pédagogiques	20,1 \$	3,7 \$	16,4 \$
Contrats d'impression	17,1	6,5	10,6
Relations d'affaires	24,5	4,1	20,4
Ententes de non-concurrence	4,9	2,2	2,7
	66,6	16,5	50,1
<b>Actifs incorporels non amortissables</b>			
Noms commerciaux et tirages	122,4	—	122,4
	189,0 \$	16,5 \$	172,5 \$
<b>2006</b>			
<b>Actifs incorporels amortissables</b>			
Titres d'ouvrages pédagogiques	20,1 \$	0,4 \$	19,7 \$
Contrats d'impression	17,1	5,6	11,5
Relations d'affaires	12,1	3,6	8,5
Ententes de non-concurrence	5,1	1,3	3,8
	54,4	10,9	43,5
<b>Actifs incorporels non amortissables</b>			
Noms commerciaux et tirages	122,3	—	122,3
	176,7 \$	10,9 \$	165,8 \$

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 12. Autres éléments d'actif

	2007	2006
Placements	0,9 \$	0,9 \$
Actif au titre des prestations constituées (note 22)	3,4	3,0
Frais reportés, déduction faite de l'amortissement cumulé	65,2	61,3
Frais financiers reportés, déduction faite de l'amortissement cumulé	0,3	2,3
Juste valeur des instruments financiers dérivés	14,7	–
Autres	5,8	2,9
	<b>90,3 \$</b>	<b>70,4 \$</b>

## 13. Marges de crédit d'exploitation

Les prêteurs de la Société et de ses filiales sont des créanciers non garantis ayant égalité de rang. Au 31 octobre 2007, en plus de la marge de crédit incluse au crédit à terme rotatif divulguée à la note 14, la marge de crédit d'exploitation autorisée de la Société s'élevait à 4,5 millions de dollars. À cette date, la marge de crédit n'était pas utilisée. La marge de crédit porte intérêt au taux de base bancaire. La marge de crédit est revue périodiquement et ne nécessite aucune commission d'engagement. De plus, cette dernière est renouvelable annuellement et n'est soumise à aucune clause restrictive.

La filiale PLM Group Ltd (« PLM »), récemment acquise, dispose d'un crédit à terme rotatif disponible de 20 millions de dollars pour les opérations courantes. De plus, PLM dispose d'un prêt à terme rotatif de 10 millions de dollars. Les deux facilités de crédit sont disponibles en dollars canadiens et américains. Au 31 octobre 2007, aucune des deux facilités de crédit n'était utilisée. Les montants en dollars canadiens portent intérêt soit au taux de base plus 0,25 % ou au taux des acceptations bancaires plus 1,75 %, et les montants en dollars américains portent intérêt au taux de base plus 0,25 % ou au taux LIBOR plus 1,75 %. Les montants disponibles sur les deux facilités de crédit pourraient être réduits en fonction d'un pourcentage des débiteurs et des stocks. Ces deux facilités de crédit sont garanties par une hypothèque mobilière sur l'universalité des actifs de PLM et une cession des débiteurs, des stocks et des produits de réclamations d'assurance. La marge de crédit autorisée est renouvelable annuellement. Selon les termes et conditions de la marge de crédit, PLM est soumise à certaines clauses restrictives, y compris le maintien de certains ratios financiers. Au 31 octobre 2007, PLM n'était en défaut à l'égard d'aucune de ses obligations.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 14. Dette à long terme

	Taux d'intérêt effectif au	Échéance	2007	2006
	31 octobre 2007			
<b>Billets de premier rang non garantis</b>				
Série 2002 A – 1 <sup>ère</sup> tranche – 5,62 % (75,0 \$US)	5,77 %	2012	70,9 \$	83,9 \$
Série 2002 A – 2 <sup>e</sup> tranche – 5,73 % (50,0 \$US)	5,86 %	2014	47,2	55,9
Série 2004 A – LIBOR + 0,70 % (37,5 \$US)	6,39 %	2012	35,4	42,0
Série 2004 B – LIBOR + 0,70 % (37,5 \$US)	6,39 %	2012	35,4	42,0
Série 2004 C – LIBOR + 0,80 % (15,0 \$US)	6,47 %	2014	14,2	16,8
Série 2004 D – LIBOR + 0,90 % (10,0 \$US)	6,56 %	2016	9,5	11,2
<b>Débiteures de premier rang non garanties</b>				
Série C – 9,50 %	9,50 %	2008	4,5	9,1
Série I – 6,05 %	6,27 %	2009	100,0	100,0
Autres – 6,20%	—	—	—	100,0
<b>Emprunts garantis par des immobilisations corporelles d'une valeur comptable nette de 3,2 \$ aux taux fixes de 5,69 % à 6,28 %</b>				
	5,69 % à 6,28 %	2011	2,8	0,5
<b>Obligations en vertu de contrats de location-acquisition garanties par des immobilisations corporelles d'une valeur comptable nette de 21,6 \$, aux taux fixes de 3,3 % à 8,0 %</b>				
	3,3 % à 8,0 %	2008-2014	18,7	5,8
Crédit à terme rotatif	5,63 %	2012	192,0	—
Autres emprunts aux taux fixes de 0,0 % à 8,0 %	5,85 % à 8,0 %	2008-2014	7,2	6,2
Autres emprunts au taux de base bancaire	6,25 %	2008	3,1	7,2
			<b>540,9</b>	480,6
Frais financiers reportés non amortis			3,4	—
Total de la dette à long terme			<b>537,5</b>	480,6
Portion à court terme			14,2	12,7
			<b>523,3 \$</b>	467,9 \$

Les billets de premier rang non garantis de Série 2002 A et les débiteures de premier rang non garanties, à l'exception de la débenture Série C qui est assortie d'un fonds d'amortissement de 9,09 %, sont rachetables à la plus élevée de la valeur au pair ou de la valeur actualisée des flux monétaires futurs en utilisant un taux d'intérêt fondé sur le rendement des titres du trésor américain et des obligations émises par le gouvernement du Canada, respectivement, ayant une échéance semblable. Les billets de premier rang non garantis Série 2004 A, 2004 B, 2004 C et 2004 D sont rachetables à compter du deuxième anniversaire de leur émission moyennant une prime de 1,0 %, 1,0 %, 1,5 % et 2,0 %, respectivement. Ces primes diminuent de 0,5 % à chaque anniversaire subséquent jusqu'à ce qu'elles deviennent nulles. Selon la convention d'achat des billets de premier rang non garantis et l'acte de fiducie régissant la débenture Série C, la Société est soumise au maintien de certains ratios financiers.

Le 1<sup>er</sup> juin 2007, des débiteures de premier rang non garanties totalisant 100 millions de dollars sont arrivées à échéance. Elles ont été remboursées à même le crédit à terme rotatif.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 14. Dette à long terme (suite)

Au 31 octobre 2007, la Société disposait d'une marge de crédit ferme sous la forme d'un crédit à terme rotatif au montant de 400 millions de dollars ou l'équivalent en dollars américains. Le taux d'intérêt applicable sur l'ensemble du crédit à terme rotatif est basé sur la cote de crédit accordée par Standard & Poor's Ratings Services. Selon la forme d'emprunt choisie par la Société, il s'agit actuellement soit du taux de base bancaire, du taux des acceptations bancaires + 0,44 %, ou du LIBOR + 0,44 %. Des frais de facilité de 0,11 % sont également applicables sur la marge de crédit, qu'elle soit utilisée ou non, et des frais d'utilisation de 0,05 % sont applicables si un montant de plus de 66<sup>2/3</sup> % de la marge de crédit est utilisé. Cette marge de crédit ferme est renouvelable annuellement et, dans le cas où elle ne serait pas renouvelée, elle vient à échéance cinq ans après la date d'octroi ou du dernier renouvellement, le cas échéant. Elle a été renouvelée le 30 août 2007. Selon les conditions de la convention de crédit, la Société est soumise à certaines clauses restrictives, y compris le maintien de certains ratios financiers. Au 31 octobre 2007, des lettres de crédit aux montants de 0,2 million de dollars canadiens et 4,0 millions de dollars américains avaient été émises à même la marge de crédit ferme, en plus du montant présenté ci-haut.

Au cours des exercices terminés les 31 octobre 2007 et 2006, la Société n'a été en défaut à l'égard d'aucune de ses obligations.

Les versements de capital requis par la Société au cours des prochains exercices sont les suivants :

	Versements de capital
2008	14,6 \$
2009	106,1
2010	5,8
2011	3,5
2012	335,7
2013 et suivants	75,2
	540,9 \$

Les paiements minimums exigibles en vertu des contrats de location-acquisition, inclus dans les montants présentés ci-haut, sont les suivants :

	Capital	Intérêts	Paiements minimums
2008	5,0 \$	1,0 \$	6,0 \$
2009	4,0	0,7	4,7
2010	3,5	0,5	4,0
2011	1,6	0,3	1,9
2012	1,3	0,2	1,5
2013 et suivants	3,3	0,2	3,5
	18,7 \$	2,9 \$	21,6 \$

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 15. Autres éléments du passif

	2007	2006
Abonnements perçus d'avance	10,6 \$	9,9 \$
Charges à payer à long terme	16,0	10,9
Passif au titre des prestations constituées (note 22)	29,4	20,3
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	1,2	0,9
Juste valeur des instruments financiers dérivés	1,0	—
	58,2 \$	42,0 \$

### Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations se rapportent aux coûts futurs estimés pour l'enlèvement des améliorations locatives apportées aux propriétés louées en vertu de contrats de location-exploitation. Les obligations futures seront réglées entre 2008 et 2019. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie estimatifs futurs ont été actualisés à un taux de rendement sans risque ajusté selon la cote de crédit de la Société de 5,58 % en moyenne. La valeur non actualisée des flux de trésorerie estimatifs aux 31 octobre 2007 et 2006 est de 1,5 million de dollars et de 1,3 million, respectivement.

Le rapprochement du passif de la Société pour les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est présenté ci-dessous :

	2007	2006
<b>Solde au début de l'exercice</b>	1,1 \$	1,2 \$
Acquisition d'entreprises	0,3	—
Charge de désactualisation	0,1	0,1
Renversement d'obligations	(0,1)	—
Passifs réglés	—	(0,2)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	1,4	1,1
Portion à court terme incluse dans les créditeurs et charges à payer	0,2	0,2
	1,2 \$	0,9 \$

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 16. Capital-actions

### Autorisé (en nombre illimité)

Actions à droit de vote

subalterne catégorie A : actions à droit de vote subalterne sans valeur nominale, comportant un vote par action, participantes;

Actions catégorie B : actions à droit de vote sans valeur nominale, comportant 20 votes par action, convertibles en actions à droit de vote subalterne catégorie A, participantes;

Actions privilégiées : actions privilégiées de premier rang et de second rang pouvant être émises en série en nombre limité par les statuts, ne comportant aucun droit de vote, sauf tel qu'il est prévu par la loi ou par les statuts de la Société, donnant droit à des dividendes cumulatifs.

	2007		2006	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
<b>Émis et payé</b>				
Actions à droit de vote subalterne catégorie A	66 704 849	372,1 \$	68 988 866	384,4 \$
Actions catégorie B	16 909 672	23,0	17 058 145	23,2
	83 614 521	395,1 \$	86 047 011	407,6 \$

### Actions à droit de vote subalterne catégorie A et actions catégorie B

Au cours des exercices 2007 et 2006, le capital-actions de la Société a varié de la façon suivante :

	2007		2006	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
<b>Actions à droit de vote subalterne catégorie A</b>				
Solde au début de l'exercice	68 988 866	384,4 \$	71 565 227	397,3 \$
Conversion d'actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A	10 673	—	43 777	0,1
Rachat d'actions	(2 354 700)	(13,1)	(2 895 300)	(16,1)
Levée d'options d'achat d'actions	60 010	0,8	275 162	3,1
Solde à la fin de l'exercice	66 704 849	372,1 \$	68 988 866	384,4 \$
<b>Actions catégorie B</b>				
Solde au début de l'exercice	17 058 145	23,2 \$	17 741 573	24,2 \$
Conversion d'actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A	(10 673)	—	(43 777)	(0,1)
Rachat d'actions	(137 800)	(0,2)	(639 651)	(0,9)
Solde à la fin de l'exercice	16 909 672	23,0 \$	17 058 145	23,2 \$

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 16. Capital-actions (suite)

### Rachat d'actions

La Société a été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, entre le 21 novembre 2005 et le 20 novembre 2006, jusqu'à concurrence de 3 578 325 actions à droit de vote subalterne catégorie A, représentant 5 % de ses 71 566 506 actions à droit de vote subalterne catégorie A émises et en circulation au 11 novembre 2005 et, jusqu'à concurrence de 887 015 actions catégorie B, représentant 5 % de ses 17 740 294 actions catégorie B émises et en circulation au 11 novembre 2005.

La Société a été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, entre le 21 novembre 2006 et le 20 novembre 2007, jusqu'à concurrence de 3 448 698 actions à droit de vote subalterne catégorie A, représentant 5 % de ses 68 973 966 actions à droit de vote subalterne catégorie A émises et en circulation au 7 novembre 2006 et, jusqu'à concurrence de 852 907 actions catégorie B, représentant 5 % de ses 17 058 145 actions catégorie B émises et en circulation au 7 novembre 2006.

Les rachats ont été faits dans le cours normal des activités au prix du marché par l'entremise de la Bourse de Toronto et conformément aux exigences de cette bourse.

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007, la Société a racheté 2 354 700 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 21,27 \$ pour une contrepartie totale de 50,1 millions de dollars et 137 800 de ses actions catégorie B à un prix moyen pondéré de 21,69 \$ pour une contrepartie totale de 3,0 millions. De la contrepartie totale de 53,1 millions de dollars, 13,3 millions correspondent à la valeur comptable et 39,8 millions correspondent à la prime payée. La prime a été comptabilisée comme une réduction des bénéfices non répartis.

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006, la Société a racheté 2 895 300 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 19,03 \$ pour une contrepartie totale de 55,1 millions de dollars et 639 651 de ses actions catégorie B à un prix moyen pondéré de 18,86 \$ pour une contrepartie totale de 12,1 millions. De la contrepartie totale de 67,2 millions de dollars, 17,0 millions correspondent à la valeur comptable et 50,2 millions correspondent à la prime payée. La prime a été comptabilisée comme une réduction des bénéfices non répartis.

### Levée des options d'achat d'actions

Lorsque les dirigeants et les cadres supérieurs lèvent leurs options d'achat d'actions, la contrepartie versée par ces derniers est portée au crédit du capital-actions. Pour les options d'achat d'actions octroyées depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2002, le montant ayant été crédité antérieurement au surplus d'apport est également viré au capital-actions. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007, la contrepartie reçue a été de 0,7 million de dollars, et le montant transféré du surplus d'apport au capital-actions a été de 0,1 million. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006, la contrepartie reçue a été de 2,9 millions de dollars et 0,2 million a été transféré du surplus d'apport au capital-actions.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 16. Capital-actions (suite)

### Résultats par action

Le tableau suivant présente le calcul des résultats de base et dilué par action pour les exercices terminés les 31 octobre :

	2007	2006 (redressé note 2)
<b>Numérateur</b>		
Bénéfice net	120,6 \$	135,8 \$
<b>Dénominateur (en millions)</b>		
Nombre moyen pondéré d'actions	84,9	87,3
Effet de dilution des options d'achat d'actions et des bons de souscription	0,1	0,1
Nombre moyen pondéré dilué d'actions	85,0	87,4
<b>Résultat de base par action</b>	1,42 \$	1,56 \$
<b>Résultat dilué par action</b>	1,42 \$	1,55 \$

Les options d'achat d'actions et les bons de souscription suivants ont été considérés comme anti-dilutifs dans le calcul du résultat dilué par action puisque leur prix de levée était supérieur à la moyenne du cours des actions pendant la période.

	Trois mois terminés les							
	31 octobre		31 juillet		30 avril		31 janvier	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006
Options d'achat d'actions	605 540	1 397 100	612 600	942 600	629 420	1 406 380	638 340	1 055 160
Bons de souscription	—	350 000	—	350 000	—	350 000	—	350 000

## 17. Rémunération à base d'actions

### Régime d'options d'achat d'actions

La Société offre depuis 1999 un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs. Le 18 janvier 2005, la Société a modifié son régime d'options d'achat d'actions. Le nombre d'actions à droit de vote subalterne catégorie A autorisées pour émission a été augmenté à 6 078 562. Le nombre d'actions à droit de vote subalterne catégorie A autorisées pour émission et le solde des actions pouvant être émises en vertu de ce régime en date du 31 octobre 2007 sont de 6 078 562 et 4 884 474, respectivement. Pour les options octroyées avant le 31 mars 2005, le droit de levée s'acquiert un an après l'octroi à raison de 20 % par année et prend fin 10 ans après l'octroi. Pour les options octroyées après le 30 mars 2005, le droit de levée s'acquiert un an après l'octroi à raison de 25 % par année et prend fin sept ans après l'octroi. Selon le régime, les options d'achat d'actions peuvent être levées à raison d'une option pour une action et le prix de levée de chaque option est égal au cours moyen pondéré de toutes les transactions pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'attribution des options.

Des coûts de rémunération à base d'actions de 2,4 millions de dollars et 2,0 million ont été imputés aux résultats et ont augmenté le surplus d'apport inclus dans les capitaux propres pour les exercices terminés les 31 octobre 2007 et 2006, respectivement.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 17. Rémunération à base d'actions (suite)

Le tableau suivant résume l'évolution de la situation du régime pour les exercices terminés les 31 octobre :

	2007		2006	
	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
Options émises au début de l'exercice	1 834 986	18,49 \$	1 739 368	17,22 \$
Octroyées	160 100	20,90	570 400	19,26
Levées	(60 010)	12,64	(275 162)	10,64
Annulées	(69 770)	20,99	(199 620)	20,51
Options émises à la fin de l'exercice	1 865 306	18,79 \$	1 834 986	18,49 \$
Options pouvant être levées aux 31 octobre	979 936	17,10 \$	678 486	15,71 \$

Au 31 octobre 2007, le solde des options d'achat d'actions disponible pour octroi futur en vertu du régime était de 3 019 168.

Le tableau suivant résume les données sur les options d'achat d'actions aux 31 octobre :

	Options en cours			Options pouvant être levées		
	Fourchette des prix de levée	Nombre d'options	Durée contractuelle moyenne pondérée restant à courir (années)	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
2007	8,70 – 11,13 \$	340 386	3,5	9,97 \$	340 386	9,97 \$
	17,80 – 24,01 \$	1 524 920	5,9	20,76	639 550	20,89
		1 865 306	5,4	18,79 \$	979 936	17,10 \$
2006	8,70 – 11,13 \$	385 286	4,5	10,02 \$	325 366	9,82 \$
	17,80 – 24,01 \$	1 449 700	6,8	20,74	353 120	21,14
		1 834 986	6,3	18,49 \$	678 486	15,71 \$

# *Notes afférentes aux états financiers consolidés*

*pour les exercices terminés les 31 octobre*  
(en millions de dollars, sauf les données par action)

## *17. Rémunération à base d'actions (suite)*

La juste valeur des options octroyées au cours de l'exercice a été estimée à la date de l'octroi au moyen du modèle Black et Scholes et selon les moyennes pondérées des hypothèses suivantes :

	2007	2006
Taux de dividende	1,1%	0,9%
Volatilité prévue	22,6%	25,0%
Taux d'intérêt sans risque	3,96%	4,00%
Durée de vie prévue	5 ans	5 ans

La moyenne pondérée de la juste valeur des options d'achat d'actions octroyées pour les exercices terminés les 31 octobre 2007 et 2006 a été de 5,16 \$ et 5,19 \$, respectivement.

### **Régime d'unités d'actions**

Le 14 décembre 2006, la Société a modifié son régime d'unités d'actions pour y ajouter des cadres supérieurs. Auparavant, le seul participant à ce régime était le président et chef de la direction. Les unités d'actions sont octroyées sous la forme d'unités d'actions différées (« UAD ») ou d'unités d'actions restreintes (« UAR »). Une portion des unités d'actions sera acquise sur la base de la création de valeur économique en fonction d'une cible et une autre portion sera acquise en fonction du passage du temps.

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007, 138 310 UAD et 30 788 UAR (aucune en 2006) ont été octroyées.

Au 31 octobre 2007, 165 592 UAD et 26 507 UAR étaient en circulation (33 193 UAD en 2006). La charge enregistrée dans l'état des résultats consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007 était de 0,2 million de dollars. L'effet dans l'état des résultats consolidés est négligeable pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006. Aucune somme n'a été versée en vertu de ce régime pour les exercices terminés les 31 octobre 2007 et 2006, respectivement.

## *18. Surplus d'apport*

	2007	2006
<b>Solde au début de l'exercice</b>	<b>6,9 \$</b>	<b>5,1 \$</b>
Coûts de rémunération au titre du régime d'options d'achat d'actions (note 17)	2,4	2,0
Levée des options d'achat d'actions (note 16)	(0,1)	(0,2)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>9,2 \$</b>	<b>6,9 \$</b>

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 19. Cumul des autres éléments du résultat étendu

	2007	2006 (redressé note 2)
<b>Solde au début de l'exercice présenté antérieurement</b>	— \$	— \$
Pertes nettes latentes sur la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(26,0)	(22,8)
Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation (note 3)	3,8	—
<b>Solde retraité au début de l'exercice</b>	(22,2)	(22,8)
Variation des gains nets sur dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	5,4	—
Pertes nettes latentes sur la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(16,3)	(3,2)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	(33,1) \$	(26,0) \$

Au 31 octobre 2007, il est prévu que des gains sur dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie de 7,2 millions de dollars, déduction faite des impôts sur les bénéfices de 3,5 millions, enregistrés sous la rubrique «Cumul des autres éléments du résultat étendu » dans le bilan consolidé seront reclassés au bénéfice net au cours des douze prochains mois. Il est également prévu que le solde des gains latents de 2,0 millions de dollars, déduction faite des impôts sur les bénéfices de 1,0 million, sera reclassé au bénéfice net en 2009 et 2010.

L'augmentation du solde négatif du cumul des autres éléments du résultat étendu par rapport à 2006 est attribuable aux pertes nettes latentes résultant de la conversion des éléments d'actif et de passif libellés en devises étrangères des établissements étrangers autonomes, principalement en raison de l'appréciation du dollar canadien comparativement au dollar américain et au peso mexicain, partiellement compensées par les gains nets découlant de l'évaluation des instruments financiers dérivés à leur juste valeur dans le bilan consolidé de la Société.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 20. Flux de trésorerie

La variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation se résume comme suit :

	2007	2006 (redressé note 2)
Débiteurs	(2,7) \$	3,2 \$
Impôts sur les bénéfices à recevoir	0,9	—
Stocks	4,5	6,2
Frais payés d'avance et autres actifs à court terme	(2,0)	0,1
Créditeurs et charges à payer	(23,5)	(28,0)
Impôts sur les bénéfices à payer	(20,9)	(39,4)
Abonnements perçus d'avance et dépôts	(4,4)	0,8
	<b>(48,1) \$</b>	<b>(57,1) \$</b>
<b>Information additionnelle</b>		
Intérêts payés	29,4 \$	26,9 \$
Impôts sur les bénéfices payés	67,5 \$	96,1 \$

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 21. Acquisitions et dispositions d'entreprises

### 2007

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, la Société a effectué les acquisitions suivantes :

Secteur d'exploitation	Acquisitions	Date d'acquisition
Produits et services marketing	○ Achat de 98 % des actions de PLM Group Ltd., imprimeur commercial dans la grande région de Toronto	16 octobre 2007
Médias	○ Achat des actifs de Seaway News, propriétaire d'un journal hebdomadaire à Cornwall, <i>Seaway News</i> , desservant la région de l'est de l'Ontario	28 juillet 2007
	○ Achat des actifs de Résonat Distribution Ltée, Québec Site Web.com Ltée et Condo Direct Ltée, propriétaires de <i>Condo Direct</i> et <i>Condo et Loft D'aujourd'hui</i> , magazines portant sur l'habitation et la construction domiciliaire au Québec	18 juin 2007
	○ Achat de 100 % des actions de Les Productions Ma Maison Direct Ltée et Magazine des Maisons Neuves du Grand Montréal Ltée, propriétaires de <i>Maison D'aujourd'hui</i> , <i>Maison Direct</i> , <i>MaisonMax.com</i> , <i>MaisonNeuve.com</i> et le site Internet <i>www.maisonmax.com</i> , magazines et site Internet portant sur l'habitation et la construction domiciliaire au Québec	18 juin 2007
	○ Achat de 100 % des actions de The Oxbow Herald Ltd, propriétaire de <i>The Oxbow Herald</i> , journal hebdomadaire desservant la région du sud-est de la Saskatchewan	14 juin 2007
	○ Achat des actifs de <i>The Broadview Express</i> et <i>The Grenfell Sun</i> , journaux hebdomadaires dans la région du sud de la Saskatchewan	1 <sup>er</sup> mai 2007
	○ Achat de 100 % des actions de Radville Star Management, propriétaire de <i>The Radville Star</i> et <i>The Deep South Star</i> , journaux dans la région du sud de la Saskatchewan	19 décembre 2006

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 21. Acquisitions et dispositions d'entreprises (suite)

	PLM	Chenelière Éducation inc.	Autres	Total
<b>Actifs acquis</b>				
Fonds de roulement	26,9 \$	(0,5) \$	0,4 \$	26,8 \$
Immobilisations corporelles	42,4	—	0,4	42,8
Écarts d'acquisition (valeur fiscale de 3,6 millions de dollars)	75,0	0,5	8,9	84,4
Actifs incorporels amortissables	14,8	(0,7)	—	14,1
Autres éléments d'actif	0,4	—	—	0,4
	159,5	(0,7)	9,7	168,5
<b>Passifs pris en charge</b>				
Revenus reportés	7,7	—	—	7,7
Dette à long terme	18,1	—	—	18,1
Autres éléments du passif	0,3	—	—	0,3
Passifs d'impôts futurs	13,3	(0,4)	—	12,9
Part des actionnaires sans contrôle	1,9	—	—	1,9
	41,3	(0,4)	—	40,9
	118,2 \$	(0,3) \$	9,7 \$	127,6 \$
<b>Contrepartie</b>				
Encaisse déboursée	94,8 \$	— \$	9,4 \$	104,2 \$
Découvert bancaire de l'entreprise acquise	15,2	—	—	15,2
Solde à payer sur le prix d'achat, échéant dans un délai d'un an, ne portant pas intérêt	—	(0,3)	0,3	—
Sommes à payer à court terme	8,2	—	—	8,2
	118,2 \$	(0,3) \$	9,7 \$	127,6 \$

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 21. Acquisitions et dispositions d'entreprises (suite)

### PLM Group Ltd.

L'allocation du prix d'achat de PLM Group Ltd. est préliminaire et sujette à changement à la suite de la finalisation de l'évaluation des actifs acquis et à la détermination finale des coûts liés à cette acquisition.

### Chenelière Éducation inc.

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007, des ajustements ont été effectués à l'allocation du prix d'achat de Chenelière Éducation inc., acquise le 31 août 2006, pour refléter l'évaluation finale des actifs acquis et la détermination finale des coûts liés à cette acquisition.

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007, la Société a payé un montant de 13,1 millions de dollars, dont 0,6 million était inclus dans les sommes à payer à court terme et 12,5 millions était inclus dans le solde à payer sur le prix d'achat au 31 octobre 2006. Au 31 octobre 2007, le solde des sommes à payer à court terme est de 0,2 million de dollars lequel est enregistré sous la rubrique « Crédeurs et charges à payer » et le solde à payer sur le prix d'achat est de 3,1 millions, qui est enregistré sous la rubrique « Portion à court terme de la dette à long terme » au bilan consolidé.

### Autres

Les allocations du prix d'achat des autres acquisitions sont préliminaires et sujettes à changement à la suite de la finalisation des évaluations des actifs acquis et à la détermination finale des coûts liés à ces acquisitions.

2006

Secteur d'exploitation	Acquisitions	Date d'acquisition
Médias	○ Achat des actifs de <i>The Triangle News</i> , journal bihebdomadaire en Saskatchewan	19 octobre 2006
	○ Achat de 100 % des actions de Chenelière Éducation inc., éditeur d'ouvrages pédagogiques au Canada	31 août 2006
	○ Achat de 50 % des actions de Pecunia Communications inc., fournisseur de solutions en matière de webdiffusion et de communication vidéo sur Protocole Internet	13 juillet 2006
	○ Achat de 100 % des actions de Zoupla Communications inc., éditeur montréalais d'un site Internet de recettes et d'un site de conseils pour la maison	29 juin 2006
	○ Achat des actifs de <i>Le Progrès de Coaticook</i> , journal hebdomadaire local au Québec	1 <sup>er</sup> mai 2006
	○ Achat de 51 % des actions (assumant la conversion d'une débenture convertible) d'Enixa Média inc., exploitant d'un réseau numérique d'écrans publicitaires en point de vente	12 avril 2006

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 21. Acquisitions et dispositions d'entreprises (suite)

Les éléments des transactions sont les suivants :

	Chenelière Éducation inc.	Autres	Total
<b>Actifs acquis</b>			
Fonds de roulement	23,3 \$	(0,3)\$	23,0 \$
Immobilisations corporelles	5,6	0,4	6,0
Frais reportés	13,0	0,1	13,1
Écarts d'acquisition	73,7	3,4	77,1
Actifs incorporels amortissables	22,4	—	22,4
Actifs incorporels non amortissables	4,6	—	4,6
	142,6	3,6	146,2
<b>Passifs pris en charge</b>			
Dette à long terme	—	0,4	0,4
Passifs d'impôts futurs	12,1	—	12,1
	12,1	0,4	12,5
	130,5 \$	3,2 \$	133,7 \$
<b>Contrepartie</b>			
Encaisse déboursée	114,9 \$	3,2 \$	118,1 \$
Encaisse de l'entreprise acquise	(1,1)	—	(1,1)
Solde à payer sur le prix d'achat, duquel 6,3 millions de dollars portent intérêt au taux de base bancaire (échéant au cours des 2 prochaines années)	15,9	—	15,9
Sommes à payer à court terme	0,8	—	0,8
	130,5 \$	3,2 \$	133,7 \$

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 22. Avantages sociaux futurs

La Société offre divers régimes de retraite contributifs et non contributifs à prestations déterminées et des régimes de retraite à cotisations déterminées à l'intention des employés de la Société et de ses filiales participantes. Pour les régimes à prestations déterminées, la valeur des prestations est généralement établie selon les années de service et le salaire des employés. La capitalisation de ces régimes est calculée selon des estimations actuarielles et soumise aux restrictions découlant des règlements fiscaux et autres règlements pertinents. Les estimations actuarielles effectuées durant l'exercice tiennent compte d'hypothèses relatives aux prévisions salariales jusqu'à la retraite et du taux de rendement présumé à long terme des actifs des régimes.

L'obligation au titre des prestations constituées, la juste valeur des actifs des régimes et la composition des actifs des régimes sont mesurées à la date des états financiers annuels. L'évaluation actuarielle la plus récente des régimes de retraite aux fins de capitalisation a été effectuée en date du 31 décembre 2004. La prochaine évaluation doit être effectuée en date du 31 décembre 2007 au plus tard.

La composition des actifs des régimes est la suivante :

	2007	2006
Actions canadiennes et étrangères	70%	64%
Obligations de gouvernements et d'entreprises	27	33
Autres	3	3
	<b>100%</b>	<b>100%</b>

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 22. Avantages sociaux futurs (suite)

Le tableau suivant présente les variations de l'obligation au titre des prestations constituées et de la juste valeur des actifs des régimes, ainsi que la capitalisation des régimes à prestations déterminées, pour les exercices terminés les 31 octobre :

	2007	2006
<b>Obligation au titre des prestations constituées</b>		
Solde au début de l'exercice	315,8 \$	275,7 \$
Variation de taux de change	(1,0)	(0,4)
Coût des services rendus au cours de l'exercice	23,2	22,9
Intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	18,3	16,4
(Gains) pertes actuariels	(5,2)	5,5
Prestations versées	(10,6)	(10,5)
Modifications aux régimes	0,4	(3,7)
Cotisations des employés	9,2	9,9
<b>Obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice</b>	<b>350,1 \$</b>	<b>315,8 \$</b>
<b>Juste valeur des actifs des régimes</b>		
Solde au début de l'exercice	258,4 \$	212,5 \$
Variation de taux de change	(0,9)	(0,2)
Rendement réel des actifs des régimes	23,3	31,6
Prestations versées	(10,6)	(10,5)
Cotisations de l'employeur	14,9	15,1
Cotisations des employés	9,2	9,9
<b>Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice</b>	<b>294,3 \$</b>	<b>258,4 \$</b>
Déficit des régimes	(55,8)\$	(57,4)\$
Pertes actuarielles nettes non amorties	26,5	36,7
Coût non amorti des services passés	0,2	0,2
Obligation transitoire non amortie	3,1	3,2
<b>Passif au titre des prestations constituées</b>	<b>(26,0)\$</b>	<b>(17,3)\$</b>

L'actif (le passif) au titre des prestations constituées figure comme suit au bilan de la Société :

	2007	2006
Autres éléments d'actif	3,4 \$	3,0 \$
Autres éléments du passif	(29,4)	(20,3)
	<b>(26,0)\$</b>	<b>(17,3)\$</b>

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 22. Avantages sociaux futurs (suite)

L'obligation au titre des prestations constituées et la juste valeur des actifs des régimes aux 31 octobre comprennent les montants suivants relativement aux régimes qui ne sont pas entièrement capitalisés :

	2007	2006
Obligation au titre des prestations constituées	336,6 \$	281,6 \$
Juste valeur des actifs des régimes	276,4	220,9
<b>Situation de capitalisation - déficit</b>	<b>(60,2) \$</b>	<b>(60,7) \$</b>

Les principales hypothèses utilisées sont les suivantes :

	2007	2006
<b>Obligation au titre des prestations constituées aux 31 octobre</b>		
Taux d'actualisation, à la fin de l'exercice	5,75%	5,4%
Taux de croissance de la rémunération	4,0 – 5,0%	4,0 – 5,0%
<b>Coût des prestations pour les exercices terminés les 31 octobre</b>		
Taux d'actualisation, à la fin de l'exercice précédent	5,4%	5,5%
Taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes	7,15%	7,5%
Taux de croissance de la rémunération	4,0 – 5,0%	4,0 – 5,0%

Le coût au titre des régimes à prestations déterminées pour les exercices terminés les 31 octobre comprend les éléments suivants :

	2007	2006
Coût des services rendus au cours de l'exercice	23,2 \$	22,9 \$
Intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	18,3	16,4
Rendement réel des actifs des régimes	(23,3)	(31,6)
(Gains) pertes actuariels sur l'obligation au titre des prestations constituées	(5,2)	5,5
Modifications aux régimes	0,4	(3,7)
<b>Coût au titre des régimes à prestations déterminées avant ajustements visant à prendre en compte la nature à long terme du coût</b>		
	13,4	9,5
Ajustements visant à prendre en compte la nature à long terme du coût :		
Écart entre le rendement prévu et le rendement réel des actifs des régimes pour l'exercice	4,3	15,1
Écart entre le montant de la perte (gain) actuariel constaté pour l'exercice et le montant réel de la perte (gain) actuariel sur l'obligation au titre des prestations constituées pour l'exercice	5,7	(4,3)
Écart entre l'amortissement du coût non amorti des services passés pour l'exercice et les modifications effectives aux régimes pour l'exercice	—	4,0
Amortissement de l'obligation transitoire	0,1	0,1
<b>Coût constaté au titre des régimes à prestations déterminées</b>	<b>23,5 \$</b>	<b>24,4 \$</b>

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 22. Avantages sociaux futurs (suite)

Le coût et le montant total payé au titre des régimes à cotisations déterminées pour les exercices terminés les 31 octobre sont comme suit :

	2007	2006
Cotisations de l'employeur	3,2 \$	3,0 \$

## 23. Amortissement

	2007	2006 (redressé note 2)
Immobilisations corporelles	114,2 \$	110,3 \$
Actifs incorporels	6,2	3,5
Frais reportés	2,5	3,4
	122,9	117,2
Frais reportés, présentés contre les revenus, les frais d'exploitation et les frais financiers	26,1	15,2
	149,0 \$	132,4 \$

## 24. Engagements, garanties et passifs éventuels

### Engagements

En vertu de différents contrats et engagements, principalement des contrats de location, la Société est tenue de verser des paiements minimums pour des engagements futurs de 163,2 millions de dollars. Les paiements minimums exigibles liés à l'ensemble de ces engagements pour les prochains exercices sont les suivants :

2008	2009	2010	2011	2012	2013 et suivants
26,7 \$	24,9 \$	22,4 \$	18,3 \$	15,7 \$	55,2 \$

La Société a aussi conclu des engagements pour l'acquisition de matériel de production. Au 31 octobre 2007, ces engagements se chiffraient à 76,0 millions de dollars, soit 31,3 millions de dollars canadiens, 45,3 millions de dollars américains et 1,4 million d'euros. Les paiements minimums exigibles en 2008 et 2009 sont de 67,4 millions de dollars et 8,6 millions, respectivement.

### Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la Société a fourni à des tiers les garanties importantes qui suivent :

#### a) Contrats de sous-location

La Société a conclu des opérations de sous-location à l'égard de certains de ses espaces en vertu de contrats de location-exploitation venant à échéance entre 2008 et 2010. Advenant l'inexécution d'une obligation contractuelle de la part du sous-locataire, la Société devra compenser le bailleur pour cette inexécution. L'obligation maximale à l'égard de ces garanties est estimée à 1,3 million de dollars. Au 31 octobre 2007, la Société n'a pas inscrit de passif relativement à ces garanties, étant donné que l'inexécution d'une obligation contractuelle de la part du sous-locataire est peu probable.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 24. Engagements, garanties et passifs éventuels (suite)

### b) Indemnisation des tierces parties

En vertu des modalités de conventions d'emprunt, la Société s'est engagée à indemniser les détenteurs de titres d'emprunt advenant des changements en ce qui a trait aux lois et à la réglementation résultant en une augmentation des coûts engagés ou une réduction des montants autrement payables aux détenteurs. De plus, la Société s'est engagée à indemniser les tierces parties impliquées dans le cadre de son entente de titrisation advenant : i) des changements en ce qui a trait aux lois et à la réglementation, ii) des pertes résultant de l'évolution défavorable des taux de change et iii) des litiges liés à l'entente et/ou aux débiteurs vendus. Ces engagements d'indemnisation auront cours jusqu'à l'échéance des ententes et ne comportent aucune limite. En raison de la nature de ces offres d'indemnisation, la Société ne peut estimer le montant maximal du paiement éventuel qu'elle pourrait être tenue de payer aux tierces parties impliquées. Par le passé, la Société n'a effectué aucun paiement d'indemnisation et, au 31 octobre 2007, la Société n'a pas inscrit de passif relativement à ces offres d'indemnisation.

### c) Cessions d'entreprises

Dans le cadre de cessions d'activités ou d'actifs, la Société peut convenir, de temps à autre, de donner une garantie contre toute réclamation pouvant résulter de ses activités passées. En raison de la nature de ces offres d'indemnisation, la Société ne peut estimer le montant maximal du paiement éventuel qu'elle pourrait être tenue de payer aux bénéficiaires de la garantie. Par le passé, la Société n'a versé aucune indemnisation importante et, au 31 octobre 2007, la Société n'a pas inscrit de passif relativement à ces offres d'indemnisation.

### Passifs éventuels

Dans le cours normal des affaires, la Société est impliquée dans diverses réclamations et poursuites. Même si l'issue de ces différents dossiers en cours au 31 octobre 2007 ne peut être prévue avec certitude, la Société estime que leur dénouement n'aurait vraisemblablement pas de répercussions négatives importantes sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation, compte tenu des provisions ou des couvertures d'assurance dont certains de ces éléments font l'objet.

### Règlement d'une poursuite

Le 8 octobre 2004, la Société a annoncé qu'un jugement défavorable avait été rendu par un tribunal californien dans la poursuite intentée par Softbank Content Services, Inc. contre 9112-0691 Québec inc. (précédemment nommée MPO Canada inc.), une société de portefeuille détenue en parts égales par Transcontinental inc. et 3093-8195 Québec inc., une filiale de MPO S.A. Cette poursuite avait trait à une garantie de paiement accordée par MPO Canada inc. à Softbank Content Services, Inc. en 1999 pour le bénéfice de Disque Améric inc. qui était alors sa filiale à part entière. Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2007, la Société a payé, par suite du jugement en appel et en guise de règlement final de la poursuite, la somme totale de 5,8 millions de dollars américains à Softbank Content Services, Inc. Ce montant avait été provisionné en 2004.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 25. Instruments financiers

### Risque lié aux coûts de la rémunération à base d'actions

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2007, la Société a contracté un swap sur rendement total avec une institution financière dans le but de minimiser l'effet de la fluctuation du prix de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A sur sa charge de rémunération, qui inclut un coût lié au régime d'unités d'actions tel que décrit à la note 17. La Société reçoit ou paie, sur une base trimestrielle, la différence entre le prix des actions fixé en vertu du swap sur rendement total et le prix des actions à droit de vote subalterne catégorie A, déduction faite de tout montant déjà reçu ou payé. Au 31 octobre 2007, le swap sur rendement total visait 118 000 actions à droit de vote subalterne catégorie A. L'échéance de ce swap sur rendement total varie entre un et cinq ans, avec un prix fixe de 21,07 \$. La juste valeur du swap sur rendement total, montant négligeable au 31 octobre 2007, est enregistrée au bilan consolidé de la Société et les variations de la juste valeur sont imputées au bénéfice net.

### Risque de crédit

La Société analyse et révisé de façon continue la situation financière de sa clientèle actuelle et applique des procédures d'évaluation rigoureuses pour tout nouveau client. Une limite de crédit spécifique par client est établie et révisée régulièrement par la Société.

De par la diversification de ses produits, de sa clientèle et de sa couverture géographique, la Société est protégée contre une concentration du risque de crédit. De plus, la Société a contracté une police d'assurance-crédit couvrant la plupart de ses clients importants. Les conditions de la police comprennent les clauses usuelles et comportent des limites quant aux montants pouvant être réclamés par événement et par année d'assurance. La Société a conclu des contrats à long terme avec la majorité de ses clients importants. Ces contrats prévoient des clauses escalatoires des coûts équivalents à celles exigées par ses fournisseurs. La Société est exposée au risque de crédit relativement aux instruments financiers si l'une des parties ne s'acquitte pas de ses obligations; toutefois elle ne prévoit pas une telle éventualité puisqu'elle ne traite qu'avec des institutions financières reconnues avec une cote de crédit de qualité supérieure.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 25. Instruments financiers (suite)

### Risque de change

La Société exerce des activités aux États-Unis et au Mexique, exporte ses produits aux États-Unis et achète du matériel de production de fournisseurs européens. Elle est, par conséquent, exposée à des risques découlant des variations de taux de change.

Au 31 octobre 2007, la Société était partie à des contrats de change à terme visant la vente de 87,3 millions de dollars américains, dont 60,3 millions et 27,0 millions seront vendus en 2008 et 2009, respectivement (82,0 millions de dollars américains en 2006), en relation avec sa stratégie de couverture des flux de trésorerie relatifs à ses exportations aux États-Unis. L'échéance des contrats de change à terme varie de 1 à 24 mois à des taux variant de 1,0384 à 1,1744. De plus, la Société était partie à des tunnels (« collars ») visant la vente de 6,0 millions de dollars américains (9,5 millions de dollars américains en 2006). L'échéance des contrats tunnels varie de trois à huit mois avec des taux plancher de 1,04 et des taux plafond de 1,0708 à 1,0885. Les relations de couverture ont été efficaces et en accord avec l'objectif et la stratégie de gestion de risques tout au long de l'année financière 2007.

Au 31 octobre 2007, la Société ne possédait plus de contrats de change à terme visant des engagements d'achat de matériel de production en euros (10,3 millions d'euros en 2006).

### Risque de prix des marchandises

Au cours de l'exercice 2006, la Société a commencé à gérer le risque financier lié aux variations du prix du gaz naturel afin d'en minimiser l'effet sur ses résultats et sur sa situation financière. La Société a conclu des contrats d'échange sur marchandises afin de gérer une partie de son exposition aux variations du prix du gaz naturel et elle doit maintenant échanger, sur une base mensuelle, le montant de l'écart entre le prix fixé et le prix variable selon un indice de prix de gaz naturel, calculé en fonction d'une valeur notionnelle. Selon ce programme, 23 % de la consommation de gaz naturel prévue fait l'objet d'une couverture pour les trois prochains exercices. Les relations de couverture ont été efficaces et en accord avec l'objectif et la stratégie de gestion de risques tout au long de l'exercice 2007.

Au 31 octobre 2007, la Société était partie à des contrats d'échange sur marchandises pour 533 000 gigajoules (615 000 gigajoules en 2006), soit 333 000, 155 000 et 45 000 gigajoules venant à échéance en 2008, 2009 et 2010, respectivement. L'échéance de ces contrats d'échange sur marchandises varie de un à 33 mois à des prix qui varient entre 7,38 \$ et 8,97 \$ par gigajoule.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 25. Instruments financiers (suite)

### Risque d'intérêt

En 2007, la majorité des dettes à long terme de la Société en vigueur est assortie de taux d'intérêt variables. La dette à taux variable porte intérêt à des taux fondés sur le LIBOR ou sur le taux des acceptations bancaires. Par ailleurs, la Société est également exposée à la variabilité des taux d'intérêt dans le cadre de son programme de titrisation puisque le taux d'escompte sur la vente de ses débiteurs est basé sur le taux du papier commercial émis par la fiducie. Celle-ci émet généralement son papier commercial sur une base mensuelle.

	Total des emprunts	Taux d'intérêt	
		Fixe	Variable
<b>Dettes à long terme</b>			
2007	537,5 \$	249,0 \$	288,5 \$
2006	480,6 \$	360,9 \$	119,7 \$

### Juste valeur

La valeur comptable de certains instruments financiers qui viennent à échéance à court terme correspond approximativement à leur juste valeur. Ces instruments financiers comprennent l'encaisse, les placements temporaires, les débiteurs, les créditeurs et les charges à payer. Le tableau suivant indique la juste valeur et la valeur comptable de certains instruments financiers aux 31 octobre 2007 et 2006. La juste valeur est établie essentiellement à partir du calcul des flux monétaires actualisés ou en utilisant les cours du marché. La juste valeur calculée correspond approximativement aux montants auxquels les instruments financiers pourraient être échangés entre parties consentantes, d'après les données courantes du marché pour des instruments similaires. Par conséquent, de par sa nature estimative, la juste valeur ne doit pas être interprétée comme étant réalisable advenant le règlement immédiat des instruments.

	2007		2006	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Dettes à long terme	539,5 \$	537,5 \$	486,3 \$	480,6 \$
Contrats de change à terme et tunnels (« collars »)	14,3 \$	14,3 \$	6,3 \$	1,6 \$
Contrats d'échange sur marchandises	(0,6) \$	(0,6) \$	(0,8) \$	— \$

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 26. Information sectorielle

La Société œuvre dans le domaine des communications. Les ventes entre les secteurs de la Société sont faites à la juste valeur. Les opérations autres que les ventes sont faites à la valeur comptable.

Le siège social est responsable du financement, du développement, des relations avec les investisseurs et du contrôle de l'entreprise et offre des services dans les domaines de la gestion des ressources humaines, des technologies de l'information, du droit, des communications d'entreprise, de la fiscalité et de la gestion des risques et des assurances.

	2007	2006
<b>Secteurs d'exploitation</b>		(redressé note 2)
<b>Revenus</b>		
Produits et services d'impression	718,2 \$	714,7 \$
Produits et services marketing	1 066,6	1 082,2
Médias	633,5	579,8
Autres activités et montants non alloués	14,7	12,7
Ventes intersectorielles		
Secteur des produits et services d'impression	(66,3)	(61,5)
Secteur des produits et services marketing	(24,1)	(29,8)
Médias	(16,4)	(15,8)
Total des ventes intersectorielles	(106,8)	(107,1)
	2 326,2 \$	2 282,3 \$
<b>Bénéfice d'exploitation avant amortissement, dépréciation d'actifs et frais de restructuration</b>		
Produits et services d'impression	121,1 \$	116,7 \$
Produits et services marketing	129,3	147,6
Médias	123,9	97,9
Autres activités et montants non alloués	(23,9)	(19,5)
	350,4 \$	342,7 \$
<b>Bénéfice d'exploitation</b>		
Produits et services d'impression	77,1 \$	74,8 \$
Produits et services marketing	62,1	82,0
Médias	107,9	80,4
Autres activités et montants non alloués	(29,3)	(24,3)
	217,8 \$	212,9 \$
<b>Acquisitions d'immobilisations corporelles <sup>(1)</sup></b>		
Produits et services d'impression	67,5 \$	40,9 \$
Produits et services marketing	54,8	57,1
Médias	10,9	10,9
Autres activités et montants non alloués	5,2	5,0
	138,4 \$	113,9 \$

<sup>(1)</sup> Ces montants incluent le total des dépenses pour l'acquisition d'immobilisations corporelles, qu'elles soient payées ou non.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 26. Information sectorielle (suite)

	2007	2006 (redressé note 2)
<b>Secteurs d'exploitation</b>		
<b>Amortissement des immobilisations corporelles, actifs incorporels et frais reportés</b>		
Produits et services d'impression	41,0 \$	39,1 \$
Produits et services marketing	61,1	62,5
Médias	15,5	10,7
Autres activités et montants non alloués	5,3	4,9
	122,9 \$	117,2 \$
	<b>Au 31 octobre 2007</b>	<b>Au 31 octobre 2006 (redressé note 2)</b>
<b>Actif</b>		
Produits et services d'impression	569,4 \$	531,9 \$
Produits et services marketing	922,2	787,4
Médias	771,8	773,3
Autres activités et montants non alloués	106,2	169,8
	2 369,6 \$	2 262,4 \$
	<b>2007</b>	<b>2006 (redressé note 2)</b>
<b>Secteurs géographiques</b>		
<b>Revenus</b>		
Canada		
Intérieurs	1 705,6 \$	1 635,3 \$
Exportations	219,2	240,7
	1 924,8	1 876,0
États-Unis et Mexique	401,4	406,3
	2 326,2 \$	2 282,3 \$
<b>Bénéfice d'exploitation avant amortissement, dépréciation d'actifs et frais de restructuration</b>		
Canada	316,6 \$	301,7 \$
États-Unis et Mexique	33,8	41,0
	350,4 \$	342,7 \$

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 26. Information sectorielle (suite)

	2007	2006 (redressé note 2)
<b>Secteurs géographiques</b>		
<b>Bénéfice d'exploitation</b>		
Canada	210,4 \$	201,6 \$
États-Unis et Mexique	7,4	11,3
	<b>217,8 \$</b>	<b>212,9 \$</b>
	<b>Au 31 octobre 2007</b>	<b>Au 31 octobre 2006 (redressé note 2)</b>
<b>Actif</b>		
Canada	1 966,1 \$	1 807,0 \$
États-Unis et Mexique	403,5	455,4
	<b>2 369,6 \$</b>	<b>2 262,4 \$</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>		
Canada	617,5 \$	562,6 \$
États-Unis et Mexique	122,2	138,7
	<b>739,7 \$</b>	<b>701,3 \$</b>
<b>Écarts d'acquisition</b>		
Canada	781,4 \$	699,7 \$
États-Unis et Mexique	153,2	181,8
	<b>934,6 \$</b>	<b>881,5 \$</b>

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 27. Effet des nouvelles normes comptables non encore appliquées

### a) Stocks

En mars 2007, l'ICCA a publié le chapitre 3031, Stocks, remplaçant le chapitre 3030, Stocks. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008. Le chapitre prescrit le traitement comptable des stocks tel que la mesure des stocks au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Il fournit des lignes directrices sur la détermination du coût et sa comptabilisation ultérieure en charges, y compris toute dépréciation jusqu'à la valeur nette de réalisation et toute reprise de la dépréciation des stocks résultant d'une augmentation de la valeur nette de réalisation. Il fournit également des lignes directrices sur les méthodes de détermination du coût qui sont utilisées pour imputer les coûts aux stocks et décrit l'information à fournir sur la valeur comptable des stocks, le montant des stocks comptabilisé en charge et le montant de la dépréciation ou de la reprise d'une dépréciation des stocks. La Société évalue actuellement les effets de l'adoption de ce nouveau chapitre sur ses états financiers consolidés.

### b) Instruments financiers - Information à fournir

En décembre 2006, l'ICCA a publié le chapitre 3862 du Manuel de l'ICCA, Instruments financiers - Information à fournir, remplaçant le chapitre 3861 - Instruments financiers - Information à fournir et présentation. Ce chapitre s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2007. Il décrit l'information à fournir par les entités relativement à l'importance des instruments financiers par rapport à la situation et la performance financières de l'entité ainsi que la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée et la façon dont l'entité gère ces risques. Ce chapitre complète les principes de comptabilisation, d'évaluation et de présentation des instruments financiers énoncés dans les chapitres 3855, Instruments financiers - Évaluation et comptabilisation, 3863, Instruments financiers - Présentation et 3865, Couvertures. La Société évalue actuellement les effets de l'adoption de ce nouveau chapitre sur ses états financiers consolidés.

### c) Instruments financiers - Présentation

En décembre 2006, l'ICCA a publié le chapitre 3863 du Manuel de l'ICCA, Instruments financiers - Présentation, remplaçant le chapitre 3861 - Instruments financiers - Information à fournir et présentation. Ce chapitre s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2007. Il établit les normes de présentation pour les instruments financiers et les dérivés non financiers. La Société évalue actuellement les effets de l'adoption de ce nouveau chapitre sur ses états financiers consolidés.

### d) Information à fournir concernant le capital

En décembre 2006, l'ICCA a publié le chapitre 1535 du Manuel de l'ICCA, Information à fournir concernant le capital. Ce chapitre s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2007. Il établit les normes relatives à l'information à fournir sur le capital de l'entité et la façon dont il est géré afin de permettre aux utilisateurs de ces états financiers d'évaluer les objectifs, politiques et procédures de gestion de son capital. La Société évalue actuellement les effets de l'adoption de ce nouveau chapitre sur ses états financiers consolidés.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars, sauf les données par action)

## 28. Événements postérieurs à la date du bilan

### Réduction du taux d'imposition fédéral

Le 13 décembre 2007, le projet de loi C-28 a été soumis à une troisième lecture à la Chambre des communes. Conséquemment, les réductions du taux d'imposition fédéral annoncées dans l'énoncé économique du 30 octobre 2007 sont devenues pratiquement en vigueur aux fins de la préparation des états financiers consolidés selon les PCGR du Canada. Cette future réduction du taux d'imposition fédéral aura pour effet de réduire la charge d'impôts et le passif d'impôts futurs net d'approximativement 6,5 millions de dollars au cours du premier trimestre de l'exercice 2008.

### Acquisition d'entreprise

Au 19 novembre 2007, la Société a acquis 2 % supplémentaire des actions de PLM Group Ltd. La Société détient 100 % des actions de PLM Group Ltd. depuis cette date.

### Rachat d'actions

La Société a racheté 27 400 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 20,61 \$ pour une contrepartie totale de 0,6 million de dollars et 4 000 de ses actions catégorie B à un prix moyen pondéré de 20,75 \$ pour une contrepartie totale de 0,1 million entre le 1<sup>er</sup> novembre 2007 et le 20 novembre 2007, conformément à son programme de rachat d'actions tel que décrit à la note 16.

## 29. Chiffres correspondants

Certains chiffres des exercices antérieurs ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée au cours de l'exercice.